



Il est temps d'avoir une conversation sur les mérites du bilinguisme

Montreal Gazette 24 octobre 2024 Remettez en question le récit, disent Ralph Mastromonaco et Guy Rex Rodgers. Ralph Mastromonaco pratique le droit criminel à Montréal. Guy Rex Rodgers est un réalisateur de documentaires.



Le premier ministre François Legault et son gouvernement de coalition Avenir Québec ont affirmé à maintes reprises que la langue et la culture françaises sont en déclin dans cette province, ce qui nécessite une intervention politique agressive. Les preuves de ce déclin supposé ne sont guère sans équivoque et certainement sujettes à interprétation.

Jean-Pierre Corbeil, Richard Marcoux et Victor Piché ont présenté des interprétations radicalement différentes des données pertinentes en sciences sociales dans leur livre de 2023 *Le français en déclin ? Repenser la francophonie Québécoise*. Les arguments divergents reposent souvent sur des attitudes à l'égard du bilinguisme. Par exemple, « Bonjour-Hi » est-il un déni irrespectueux des aspirations unilingues du Québec, ou un accommodement pragmatique de la réalité bilingue ?

De même, des points de vue divergents sur la langue sont au cœur de l'un des épisodes les plus contestés de l'histoire du Québec. Les immigrants avant l'adoption de la loi 101 rejetaient-ils la langue de la majorité au Québec parce que l'anglais offrait de meilleures possibilités ? Ou les écoles catholiques françaises du Québec ont-elles rejeté les élèves non catholiques (juifs, grecs orthodoxes, protestants) et même les Italiens, qui étaient catholiques ? Les faits et leur interprétation demeurent sujets à débat.

Un facteur qui a souvent été mal compris est que les immigrants sont linguistiquement pragmatiques. Les Italiens, par exemple, qu'ils soient éduqués en français ou en anglais, apprenaient les deux langues et conservaient souvent leur langue maternelle. Les émeutes de St-Léonard de 1969 ne portaient pas sur des immigrants refusant d'apprendre le français, mais sur le fait qu'ils voulaient apprendre le français et l'anglais.

Être bilingue ne signifie pas rejeter le français.

Il y a une génération, moins de 30 % des Québécois étaient bilingues. Lors du dernier recensement, ce nombre a atteint 46%. Sur l'île de Montréal, la majorité des résidents sont bilingues. Une majorité encore plus grande, y compris les enfants de la loi 101, parlent couramment le français, bien que ce ne soit peut-être pas leur langue maternelle.

Quand le gouvernement de la CAQ et d'autres faucons de la langue disent que l'anglais est un problème, ou que le manque de français est un problème, ce qu'ils disent vraiment, c'est que le bilinguisme est un problème.

La connaissance d'une autre langue est un problème.

La CAQ veut réduire le nombre d'étudiants et d'immigrants anglophones. Ils veulent réduire l'anglais au travail, dans le milieu universitaire et dans la rue.

Ce rejet de l'anglais est-il bon pour le Québec ?

Il est difficile de croire que c'est ce que voudrait la majorité des Québécois. On pourrait penser qu'ils voudraient être comme beaucoup de politiciens, de chefs d'entreprise, d'universitaires et d'artistes québécois qui réussissent : bilingues.

De nombreux immigrants sont attirés par le Québec en raison de sa langue et de sa culture françaises. Cependant, ils émigrent également en Amérique du Nord, et beaucoup veulent apprendre l'anglais.

Les anglophones ont sans aucun doute de meilleures compétences en français que les générations précédentes, mais aucune loi linguistique ou directive gouvernementale ne les obligera à désapprendre l'anglais.

En tant que tels, il semble qu'ils soient condamnés à continuer d'être perçus comme un problème.

Après un demi-siècle de lois linguistiques de plus en plus strictes, que suggèrent les tendances actuelles pour l'avenir ?

La plupart des Québécois parleront français. C'est une bonne nouvelle, ou cela devrait l'être.

Les enfants nés au Québec auront de meilleures compétences linguistiques que leurs parents immigrants. C'est aussi une bonne nouvelle, ou cela devrait l'être.

Cependant, malgré une meilleure protection du français, un plus grand nombre de Québécois seront bilingues et multilingues.

C'est la réalité. Et un atout. Il est temps que le gouvernement du Québec et la société en général le reconnaisse comme tel.

Remettons en question la validité des récits militants par ceux qui continuent de dépeindre les anglophones et les immigrants comme des menaces. Amorçons une conversation publique sérieuse dans l'ensemble de l'éventail linguistique et politique sur les avantages du bilinguisme et du multilinguisme.

C'est ce que cet article d'opinion cherche à faire.

Une version a été offerte aux trois quotidiens francophones de Montréal. La réponse jusqu'à présent : silence unanime. Nous nous demandons : cette discussion ne mérite-t-elle pas l'attention des médias francophones ?

Nous invitons nos voisins francophones à se joindre à nous dans cette conversation.

- Ralph Mastromonaco pratique le droit criminel à Montréal.

www.mastromonaco.ca

- Guy Rex Rodgers est un documentariste.